

Mai 2010 / N°2

*Bull'Infos se propose de fournir des informations synthétiques sur les DESC.*

*N'hésitez pas à nous contacter, à nous faire part de vos suggestions. Si vous ne souhaitez plus recevoir ce bulletin, merci de nous l'indiquer.*

### Edito

#### L'accès à la terre

comme fil conducteur de ce numéro 2 de "Bull'Infos" :

A travers les *Appels Urgents* et plus particulièrement celui qui présente le combat des Quilombos qui se battent au Brésil pour conserver les terres qu'ils occupent depuis des siècles et défendre leur culture.

Mais aussi avec le module que la Fédération Peuples Solidaires co-animera lors de l'Université d'été du CRID qui se tiendra du 7 au 10 juillet 2010 à Pessac (33) sur le thème : « Social, écologie, libertés : la solidarité internationale comme sortie de crises » en traitant notamment de la problématique de l'accapement des terres.

### « Agir pour le respect des droits fondamentaux »

Qui sommes-nous ?

DESC33 est une association créée en 2008 à l'initiative de militants de la solidarité internationale.

Il existe de multiples portes d'entrée et modes d'action pour promouvoir la solidarité internationale indispensable au présent et à l'avenir de tous sur notre planète.

*DESC 33 privilégie une approche par le respect des droits et tout particulièrement des Droits Economiques Sociaux et Culturels (DESC).*

Ces droits fondamentaux sont définis par de nombreux textes internationaux (Déclaration universelle des droits de l'Homme, Pacte relatif aux Droits Civils et Politiques, Pacte International relatif aux DESC, Conventions de l'Organisation Internationale du Travail, Convention internationale des Droits de l'Enfant...). Ces textes sont ratifiés par de nombreux pays et pourtant les droits sont bafoués dans de nombreux coins du monde.

L'association DESC 33 est membre de la Fédération Peuples Solidaires et du Radsì en Aquitaine.

*Elle a plusieurs buts :*

□ Soutenir des collectifs en lutte au Sud en relayant les « Appels urgents » pour contribuer à renforcer les sociétés civiles et créer les rapports de force nécessaires dans la défense de ces droits.

□ Participer à des actions d'information : participation à des manifestations (Semaine de la Solidarité Internationale, fêtes...), organisation de rencontres (marches solidaires).

□ Mener un travail de réflexion et de recherche ; mieux connaître, faire reconnaître et respecter les droits, en articulation avec la citoyenneté et la solidarité.

Actuellement nos réunions de travail concernent l'accès à la terre (en particulier en Inde).

Nous réalisons un bulletin trimestriel donnant des nouvelles des luttes concernant les DESC et de nos activités.

### Nouvelles des "Appels Urgents"

*Partout dans le monde, des hommes et des femmes luttent pour leurs droits économiques, sociaux et culturels (DESC). A leur demande, Peuples Solidaires les soutient en faisant pression sur les décideurs par le biais de ces "Appels Urgents», (campagnes de lettres), qui 7 fois sur 10 contribuent à faire évoluer, ou à débloquent les situations de conflits.*

**Appel n°337 (16 avril- 31 mai 2010) Philippines**  
**"Halte à la répression"**

Depuis 2001, le régime philippin mène une campagne de répression meurtrière des mouvements sociaux et des partis de gauche.

Notre partenaire, le KMU (importante centrale syndicale, rencontrée lors d'une mission de Peuples Solidaires aux Philippines en 2008,) lance un appel à la solidarité internationale pour protester contre l'arrestation et la détention arbitraire du responsable syndical Vincent BORJA et faire pression sur le procureur, pour qu'une audience soit rapidement programmée.

**Appel n° 336 (20 mars-30 juin) : Brésil**  
**"Les Quilombos défendent leurs terres"**

Quelques 5000 communautés des descendants d'esclaves africains, les Quilombos, vivent au Brésil. Notre partenaire, la CONAQ (coordination nationale des communautés noires rurales Quilombas) fait appel à la solidarité internationale pour qu'elle fasse pression sur l'Etat brésilien afin que soient enfin officiellement "titularisées" les terres Quilombas, reconnues par la Constitution brésilienne de 1988, comme des terres "en propriété définitive".

La CONAQ réclame un budget suffisant pour que les terres soient transférées rapidement aux communautés. A ce jour en effet, seulement 5% des terres ont été effectivement remises.

**"Les Echos des appels urgents"**  
**n° 131 Avril-Juin 2010**

**Chine** : Les appels n° 332-333 janvier 2010 (Coca-Cola et Disney) ont contraint la direction de Coca-Cola à répondre par courrier, mais il ne semble pas que les choses aient beaucoup évolué. Par contre, la direction de Disney a accepté d'ouvrir le dialogue, d'introduire des formations sur les droits des travailleurs et de payer des retenues sur salaires. Mais Peuples Solidaires suit de près ces dossiers dans la campagne européenne "C'est pas du jeu".

**Turquie** (appel n° 328 Mars 2009) : L'entreprise Desa (maroquinerie) a donné des gages de bonne volonté au départ, pour reprendre assez vite ses mauvaises pratiques

(discrimination syndicale, harcèlement...). Réaction officielle en cours de Peuples solidaires et du collectif *Ethique sur l'étiquette*.

**Inde** : (appel n° 316 mars 2008.) Etat d'Orissa : La campagne internationale contre le projet minier de la société anglaise Vedanta semble porter ses fruits : revente d'actions et retrait de participation de la part d'actionnaires importants, confortant l'action des populations locales. Toujours mobilisées.

**ACCES à la TERRE**

Le dernier "Appel Urgent" arrive du Brésil (voir article ci-contre) : il concerne encore (et toujours ?) la question de l'accès à la terre.

En Inde, sur 1,2 milliard d'habitants, 800 millions vivent dans les campagnes. 300 millions sont des "paysans sans terre" ou avec moins de 0,2 hectare.

On s'habitue à cette expression popularisée par le "Mouvement des Sans-Terre" (MST) du Brésil, mais un paysan qui n'a pas de terre à cultiver, qui ne peut nourrir sa famille est-il encore un "paysan" ? D'ailleurs les premières victimes de la faim dans le monde appartiennent à la population agricole.

« 50% des gens qui ont faim sont des petits paysans disposant de moins de 2 hectares ; et 20% n'ont pas de terre du tout.

La question de la terre est donc liée à la question du droit à l'alimentation et donc des droits de l'homme.

Ainsi, l'accès à la terre est primordial dans la lutte contre la faim.»

G. Vanloqueren,

Conseiller du Rapporteur spécial des Nations Unies

**Pourquoi l'accès à la terre est-il primordial ?**

Le droit des paysannes et des paysans à la terre est une des conditions essentielles pour satisfaire leurs besoins alimentaires mais aussi celui des populations non agricoles.

Les conséquences sur la santé des besoins alimentaires non satisfaits sont bien connues (maladies, mortalité infantile, retard intellectuel ...)

L'accès à la terre est générateur d'emplois et donc, au delà de la production vivrière, source de revenus financiers permettant l'accès aux soins, à l'éducation, à l'électricité, à l'eau etc ...  
L'accès à la terre par ceux qui la travaillent évite l'exode rural vers les bidonvilles des métropoles.

### Tous concernés :

L'accès à la terre par les paysans, les modes de production (agriculture paysanne ou agrobusiness), la concentration des circuits d'approvisionnement, la préservation ou la dégradation de l'environnement, la qualité des produits et l'impact sur la santé... nous concernent tous, au Nord comme au Sud.

### Nous pouvons agir :

Depuis plus de 20 ans, "Peuples Solidaires" apporte son soutien aux collectifs du Sud qui luttent pour ce droit à l'accès à la terre afin de vivre dans la dignité. Ces collectifs luttent pour maintenir leurs droits de paysans, de communautés villageoises, d'habitants des forêts et aussi leurs droits à s'organiser collectivement.

Les "Appels urgents" à la solidarité concernent :

- la non-application des réformes agraires, (Inde)
- l'accaparement des terres par les multinationales pour faire pousser des agro carburants (Brésil)
- les recours juridiques suite à l'assassinat des responsables d'organisations paysannes (Guatemala)
- l'accaparement des terres par des Etats (la Corée du Sud à Madagascar)
- les expulsions des paysans par les sociétés minières internationales (RDCongo)
- la santé des travailleurs non protégés face à l'emploi massif de pesticides et insecticides dans les plantations sucrières (Nicaragua)
- les femmes paysannes privées du droit de propriété (Burkina Faso)
- les habitants des forêts expulsés pour créer des parcs nationaux (Inde)
- l'extension des cultures pour nourrir notre bétail (soja) au détriment des cultures vivrières (Argentine)

**"Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; Elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays."**

*Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, art 22"*

### *Lu dans la presse et sur la toile*

Source :

*La lettre de la Confédération paysanne du 23-04-2010 :*

Des paysans et des organisations de la société civile dénoncent le projet d'accaparement des terres gagnant-gagnant de la Banque Mondiale

*Communiqué de presse du 22 avril 2010*

La Via Campesina, FIAN, Land Research Action Network et GRAIN, avec le soutien d'une centaine d'alliés des mouvements sociaux, lancent un grand appel pour mettre fin à la razzia sur les terres qui prive les communautés rurales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine de millions d'hectares de terres arables.

Cet appel coïncide avec la publication d'une nouvelle étude de la Banque mondiale qui confirme l'ampleur gigantesque de l'actuelle ruée sur les terres et avance sept « principes » destinés à rendre ces acquisitions foncières socialement acceptables...

..... Dans une déclaration commune, les mouvements et les organisations décrivent les propositions de la Banque comme une tentative de « réduire le risque d'explosions sociales » permettant en même temps aux investisseurs privés de s'emparer des terres agricoles. Selon les groupes sociaux, « les principes de la Banque mondiale ont pour but de faire oublier que la crise alimentaire actuelle ne peut pas trouver de solution dans l'agriculture industrielle intensive alors c'est cette agriculture-là que ces acquisitions foncières cherchent à promouvoir. »

NB :

La Via Campesina est un mouvement international rassemblant des millions de paysans, de petits producteurs, de sans-terre, de femmes rurales, de peuples indigènes, de jeunes ruraux et de travailleurs agricoles. Le mouvement est composé de 148 membres dans 69 pays : [www.viacampesina.org](http://www.viacampesina.org).

FIAN est une organisation internationale dédiée aux droits humains dont les membres et les sections sont répartis dans 50 pays et s'efforcent de faire du droit à l'alimentation une réalité : [www.fian.org](http://www.fian.org).

LRAN est un réseau de chercheurs qui soutiennent le droit des individus et des communautés à la terre : [www.landaction.org](http://www.landaction.org).

GRAIN est une petite organisation internationale à but non lucratif qui soutient la lutte des paysans et des mouvements sociaux pour renforcer le contrôle des communautés sur des systèmes alimentaires fondés sur la biodiversité: [www.grain.org](http://www.grain.org) et [farmlandgrab.org](http://farmlandgrab.org).

### ***A voir sur le net***

[www.peuples-solidaires.org](http://www.peuples-solidaires.org)  
(on y trouve les "Appels urgents" et plein d'autres choses !)

[www.crid.asso.fr/](http://www.crid.asso.fr/)  
Centre de Recherche et d'Information pour le Développement

[www.Confédération paysanne.fr](http://www.Confédération paysanne.fr)

### ***Bonnes lectures***

□ Bruno Parmentier ,  
*Nourrir l'humanité,*  
*Les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXI<sup>e</sup> siècle.*  
2009, La Découverte, 10€

### ***Agenda***

\* 15 au 30 mai

Pessac : 20<sup>e</sup> anniversaire des Rencontres africaines  
Nombreux rendez-vous festifs pour célébrer les 20 ans de cette manifestation : marché africain, tables-rondes, contes touaregs, soirée cabaret africain, exposition, stage de danse, projections...  
et concert de Toumani Diabaté, samedi 29 mai à 21h, salle Bellegrave.  
Renseignements : 05 57 02 21 05 [mairie-pessac.fr](http://mairie-pessac.fr)

\* 29-30 mai

Assemblée générale de Peuples Solidaires.

\* 28-30 juin

Nantes, 4<sup>e</sup> Forum mondial des droits de l'homme.

\* 7-10 juillet

**Pessac** : Université d'été de la solidarité internationale, (cf. l'édito) : il faut s'inscrire avant le 20 juin Attention, le nombre de places pour certains modules et ateliers est limité.

L'inscription peut se faire en ligne.

Contact : Université d'été-CRID-14, passage Dubail- 75010 Paris  
Tél : 01 44 72 89 67 Site internet : [www.universite-si.org](http://www.universite-si.org)



**6<sup>e</sup> édition qui aura lieu cette année à PESSAC, en collaboration avec le Rads**

(Réseau Aquitain pour le Développement et la Solidarité Internationale), du 7 au 10 juillet, sur le thème :

**"Ecologie, Social, Libertés : la solidarité internationale comme sortie de crises"**

(pour plus de détails, voir le tract ci-joint)

"Aujourd'hui, très honnêtement et du fond de moi-même, je m'adresse à la société globale et je lui dis : vous avez besoin de l'agriculture et vous ne mesurez pas le risque que vous courez en ne lui faisant pas la place qu'elle mérite et qui lui revient."

Edgard Pisani, cité dans le livre de Bruno Parmentier, page 16

"L'homme doit maintenant apprendre à produire "à la fois plus et mieux, mais avec moins" : moins d'eau, moins de sol, moins d'énergie, moins de chimie, etc..."

Bruno Parmentier,  
*Nourrir l'humanité*, page 15